

Le recouvrement de créances en Belgique

La façon la moins chère de procéder consiste à confier le dossier à un huissier de justice. Pour en trouver un à partir de l'étranger, adressez-vous à un huissier de votre canton, qui prendra contact avec un de ses confrères dans le canton concerné.

Le dossier doit contenir les copies du bon de commande, de la facture, des rappels et de la correspondance pertinente. Le huissier envoie sur cette base une lettre comminatoire au client. En général, celle-ci, imprimée sur papier à en-tête, effraie suffisamment le débiteur pour qu'il paie. La lettre ordonne que soit effectué, sur le compte du huissier, le paiement du montant de la facture, des intérêts et des honoraires. En principe, la procédure ne vous coûte donc rien. Néanmoins, si le client ne paie pas, c'est à vous que l'huissier réclamera ses honoraires. Ils sont très modérés : en général, entre 25 et 75 euros.

Vous pouvez charger l'huissier de porter l'affaire devant un tribunal. Si le débiteur est assujéti à la TVA, le tribunal de commerce est compétent ; dans le cas contraire, l'affaire – si le montant est modéré – doit passer devant le Juge de Paix. Vous n'êtes pas obligé(e) de vous faire représenter par un avocat, vous pouvez vous défendre personnellement. Si votre dossier est complet (bon de commande, facture, rappels avec mention des intérêts dus), le jugement du tribunal de commerce, surtout, vous sera favorable (compte tenu, éventuellement, d'une réduction des intérêts, si le juge les trouve excessifs). Les frais de l'instance, toujours modérés (quelque 250 euros), seront à charge du débiteur. Une fois encore, si celui-ci reste en défaut (pour cause de faillite, par exemple), ce sera à vous de vous en acquitter. Si vous décidez de vous faire représenter par un avocat, les honoraires en Belgique varient entre 30 et 300 euros de l'heure.